

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE DE SAVOIE**

Société anonyme au capital de 6 852 528 €.  
Siège social : 6, boulevard du Théâtre, Chambéry (Savoie).  
745 520 411 R.C.S. Chambéry.

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2025**

**Les comptes individuels au 31 décembre 2024****I. Actif**

<b>Actif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisses, banques centrales	15 080	15 024
Effets publics et valeurs assimilées	27 413	27 502
Créances sur les établissements de crédits (*)	261 456	255 165
Opérations avec la clientèle	2 241 296	2 285 398
Obligations et autres titres à revenu fixe	51 932	29 098
Actions et autres revenus variables	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	9 411	9 355
Parts dans les entreprises liées	16 130	16 291
Immobilisations incorporelles	151	188
Immobilisations corporelles	9 584	8 050
Autres actifs	6 813	4 981
Comptes de régularisation	9 945	7 212
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 649 211</b>	<b>2 658 264</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements donnés :</b>		
Engagements de financement	120 001	138 074
Engagements de garantie	74 797	70 390

**II. Passif**

<b>Passif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dettes envers les établissements de crédits	627 331	625 994
Opérations avec la clientèle (*)	1 858 633	1 880 226
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	9 701	8 501
Comptes de régularisation	20 227	15 873
Provisions	11 210	13 486
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2 450	2 600
Capitaux propres hors FRBG	119 659	111 584
Capital souscrit	6 853	6 853
Primes d'émission	761	761
Réserves	96 086	87 086
Report à nouveau	7 884	7 877
Résultat de l'exercice (+/-)	8 075	9 007
<b>Total du passif</b>	<b>2 649 211</b>	<b>2 658 264</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements reçus :</b>		
Engagements de financement	3 392	12 500

Engagements de garantie	104 850	153 907
-------------------------	---------	---------

### III. Compte de résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	76 597	65 144
Intérêts et charges assimilés	-54 511	-42 466
Revenus des titres à revenu variable	1 338	611
Commissions (produits)	35 377	34 657
Commissions (charges)	-7 298	-6 455
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	150	193
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-477	0
Autres produits d'exploitation bancaire	17 709	15 084
Autres charges d'exploitation bancaire	-17 052	-14 464
<b>Produit net bancaire</b>	<b>51 833</b>	<b>52 304</b>
Charges générales d'exploitation	-32 809	-33 187
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 738	-1 610
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>17 286</b>	<b>17 507</b>
Coût du risque	-7 563	-5 359
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>9 723</b>	<b>12 148</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	70	-70
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>9 793</b>	<b>12 078</b>
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-1 868	-3 071
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	150	0
<b>Résultat net</b>	<b>8 075</b>	<b>9 007</b>

### Annexes aux comptes individuels

#### I. Note 1 - Principes et méthodes comptables

##### 1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque de Savoie sont établis et présentés dans le respect du règlement n° 2020-10 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Pour rappel, l'Autorité des Normes Comptables (ANC) a validé un nouveau règlement applicable au 31 décembre 2020 instaurant des changements de présentation dans les états financiers individuels relatifs à l'épargne réglementée centralisée et aux prêts / emprunts de titres.

Concernant l'épargne réglementée centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la créance de centralisation de l'épargne réglementée (Livret A / Livret Développement Durable et Solidaire / Livret d'Epargne Populaire) sur le fonds d'épargne de la CDC est désormais présentée en moins de la dette au titre de l'épargne réglementée collectée auprès de la clientèle dans les états financiers.

Les schémas comptables relatifs à la collecte et la centralisation de l'épargne restent inchangés. En pratique, il aurait fallu isoler les retraits effectués par les clients et en attente de remboursement par la CDC : ces montants n'étant pas significatifs, ce traitement ne sera pas effectué.

Cette modification réduit significativement le total bilan en référentiel français et a des impacts positifs sur nos contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU).

## 2. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

## 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 3.1. Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

### 3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'en cours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'en cours de ce crédit.

### — Prêts garantis par l'Etat :

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la

créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6% du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

#### — **Créances restructurées**

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Le volume des créances restructurées à des conditions hors marché au cours de l'exercice 2022 et au cours des exercices antérieurs est suffisamment faible pour que ce traitement soit sans incidence sur le résultat de l'exercice.

Une créance restructurée douteuse peut-être reclassée en encours sains lorsque les termes sont respectés. Ces créances reclassées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

#### — **Créances douteuses**

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-baux résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### —Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes provisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux provisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux provisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Pour les petites créances aux caractéristiques similaires, une estimation statistique peut être retenue.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et produits assimilés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Au bilan, des dépréciations sont constatées en déduction des actifs concernés et des provisions sont comptabilisées au passif pour les engagements hors bilan.

### —Provisions sur base de portefeuille

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif.

Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2), pour les populations des créances jugées sensibles. Les créances sensibles correspondent aux engagements sur les clientèles de particuliers et de professionnels classés aux notes 9 et 10 sur une échelle de 10 et aux notes 15 et 16 sur une échelle de 16 pour les entreprises.

### 3.3. Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

### —Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Tous les titres ont été acquis par la Banque de Savoie avec un objectif de détention supérieur à six mois. De ce fait, la Banque de Savoie, ne détient aucun titre de transaction.

#### — Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations, sont enregistrées dans la rubrique « Gains/Pertes sur opérations de placement et assimilés ».

#### — Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en « Titres d'investissement » ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent, sauf exceptions, pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie « Titres d'investissement » par application des dispositions du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

#### — Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son

objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### — Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus, si les montants sont significatifs.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### — Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### — Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- Lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n° 90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

### 3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

#### — Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.



Les droits au bail sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

#### — **Immobilisations corporelles**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20 ans
Ravalement	10 ans
Equipements techniques	10 ans
Aménagements techniques	10 ans
Aménagements intérieurs	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations "libellé en devises" est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

### **3.5. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

### **3.6. Dettes subordonnées**

Les dettes subordonnées sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **3.7. Provisions**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour risques de contrepartie et une provision épargne logement.

## —Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

- **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- **Indemnités de fin de contrat de travail**

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite « du corridor », c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10% des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

## —Provisions épargne logement

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL.
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus.

- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

### **3.8. Fonds pour risques bancaires généraux**

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie.

### **3.9. Instruments financiers à terme**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

#### **— Opérations fermes**

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- Micro-couverture (couverture affectée)
- Macro-couverture (gestion globale de bilan)
- Positions spéculatives / positions ouvertes isolées
- Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits ou charges assimilés ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits ou charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- Pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

### — Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

### 3.10. Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- Un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- Un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### 3.11. Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

### 3.12. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

La Banque de Savoie a signé avec sa mère intégrante, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

### 3.13. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 124 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 36 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 3 810 milliers d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 0 milliers d'euros. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 518 milliers d'euros au titre du 31/12/2024.

**II. Note 2 - Informations sur le bilan**

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

**1. Opérations interbancaires**

Actif (En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	112 018	180 867
Comptes et prêts au jour le jour	0	0
Valeurs non imputées	0	0
<b>Créances à vue</b>	<b>112 018</b>	<b>180 867</b>
Comptes et prêts à terme	148 440	73 096
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
<b>Créances à terme</b>	<b>148 440</b>	<b>73 096</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>998</b>	<b>1 202</b>
<b>Total</b>	<b>261 456</b>	<b>255 165</b>

La centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations de la collecte du livret A et du LDD représente 169 293 milliers d'euros au 31/12/2024 contre 159 095 milliers d'euros au 31/12/2023.

Passif (En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	283	3
Comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	613	180
<b>Dettes à vue</b>	<b>896</b>	<b>183</b>
Comptes et emprunts à terme	620 692	619 177
Valeurs et titres données en pension à terme	0	0
Dettes rattachées à terme	5 743	6 634
<b>Dettes à terme</b>	<b>620 692</b>	<b>619 177</b>
<b>Total</b>	<b>627 331</b>	<b>625 994</b>

**2. Opérations avec la clientèle****2.1. Opérations avec la clientèle****— Créances sur la clientèle**

ACTIF (En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>21 929</b>	<b>17 282</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 090</b>	<b>2 962</b>
Crédits à l'exportation	16	858
Crédits de trésorerie et de consommation	107 207	96 283
Crédits à l'équipement	901 556	958 612
Crédits à l'habitat	1 152 174	1 162 111
Autres	8 825	6 042
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>2 169 778</b>	<b>2 223 906</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>4 914</b>	<b>4 760</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>68 114</b>	<b>61 445</b>
<b>Dépréciations des créances sur la clientèle</b>	<b>-26 529</b>	<b>-24 957</b>
<b>Total</b>	<b>2 241 296</b>	<b>2 285 398</b>

—**Dettes vis-à-vis de la clientèle**

Passif (En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Livrets A	90 978	88 459
PEL / CEL	124 395	142 244
Autres comptes d'épargne à régime spécial	163 609	176 537
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>378 982</b>	<b>407 240</b>
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 460 691	1 459 195
Dépôts de garantie	4 394	2 429
Autres sommes dues	1 293	1 709
Dettes rattachées	13 272	9 653
<b>Total</b>	<b>1 858 632</b>	<b>1 880 226</b>
(1) <i>Détail des autres comptes et emprunts auprès de la clientèle</i>		

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	TOTAL	A vue	A terme	TOTAL
Comptes créditeurs ordinaires	904 805		904 805	930 041	0	930 041
Autres comptes et emprunts		555 886	555 886	0	529 154	529 154
<b>Total</b>	<b>904 805</b>	<b>555 886</b>	<b>1 460 691</b>	<b>930 041</b>	<b>529 154</b>	<b>1 459 195</b>

**2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique hors créances rattachées**

(En milliers d'euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	978 726	59 497	23 644	35 775	17 600
Entrepreneurs individuels	124 029	1 631	684	772	514
Particuliers	1 028 512	6 959	2 178	2 050	555
Administrations privées	4 952	23	21	23	21
Administrations publiques et sécurité sociale	297	0	0	0	0
Autres	49 454	1	0	0	0
<b>Total au 31/12/2024</b>	<b>2 185 970</b>	<b>68 111</b>	<b>26 527</b>	<b>38 620</b>	<b>18 690</b>
<b>Total au 31/12/2023</b>	<b>2 238 108</b>	<b>61 443</b>	<b>24 956</b>	<b>30 220</b>	<b>18 416</b>

**3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable**

**3.1. Portefeuille titres**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissements	Total
Valeurs brutes		27 133	27 133		27 222	27 222
Créances rattachées		280	280		280	280
Dépréciations		0	0		0	0
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>		<b>27 413</b>	<b>27 413</b>		<b>27 502</b>	<b>27 502</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>28 000</b>	<b>24 000</b>	<b>52 000</b>	<b>29 000</b>	<b>29 000</b>	
Créances rattachées	320	89	409	98		98
Dépréciations	-477	0	-477	0		0
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>27 843</b>	<b>24 089</b>	<b>51 932</b>	<b>29 098</b>		<b>29 098</b>
Montants bruts						0
Créances rattachées						0
Dépréciations						0
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>						<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>27 843</b>	<b>51 502</b>	<b>79 345</b>		<b>56 600</b>	<b>56 600</b>

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 49 235 milliers d'euros.  
Aucun transfert n'a été opéré en 2024 entre les différentes catégories de titres.

**—.Obligations et autres titres à revenu fixe**

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés								
Titres non cotés								
Titres prêtés		27 523	51 133	78 656			56 222	56 222
Titres empruntés								
Créances douteuses								
Créances rattachées		320	369	689			378	378
<b>Total</b>		<b>27 843</b>	<b>51 502</b>	<b>79 345</b>			<b>56 600</b>	<b>56 600</b>
Dont titres subordonnés								0

**—.Actions et autres titres à revenu variable**

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés								0
Titres non cotés								0
Créances rattachées								0
<b>Total</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**3.2. Evolution des titres d'investissement**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Achats	Cessions	Rembour- sements	Décotes /surcotes	Transfert	Autres variations	31/12/2024
Effets publics	27 502				-89			27 413
Obligations et autres titres à revenu fixe	29 098			-5 000			-8	24 090
<b>Total</b>	<b>56 600</b>			<b>-5 000</b>	<b>-89</b>		<b>-8</b>	<b>51 503</b>

**3.3. Reclassements d'actifs**

La Banque de Savoie n'a pas opéré de reclassement d'actifs en application des dispositions du règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie " Titres de transaction " et hors de la catégorie " Titres de placement ".

Date de négociation	23/06/2020
Date de valeur	25/06/2020
Date de maturité	28/06/2028
Code isin	DE000A2LQSH4
Nominal	10 000 000,00

**Au 31/12/2024**

Valorisation du titre	-521 800,00
Valorisation du swap de couverture	447 153,27
Moins-value	-74 646,73

#### 4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

##### 4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Participations et autres titres détenus à long terme	9 473	397	-411		9 458
Parts dans les entreprises liées	16 291		-161		16 130
<b>Valeurs brutes</b>	<b>25 764</b>	<b>397</b>	<b>-572</b>		<b>25 588</b>
Participations et autres titres à long terme	-118	-3	74		-47
Parts dans les entreprises liées					
<b>Dépréciations</b>	<b>-118</b>	<b>-3</b>	<b>74</b>		<b>-47</b>
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>25 646</b>	<b>394</b>	<b>-498</b>		<b>25 541</b>

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts pour 3 milliers d'euros et des certificats d'associés pour 2 346 milliers d'euros.

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 15 898 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

##### 4.2. Tableau des filiales et participations (montants en milliers d'euros)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Provisions constituées	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>I – renseignements détaillés</b> Concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la Banque de Savoie									
<b>A – filiales</b> (50% au moins du capital détenu par la Société) S.I.R.R.A.	15 904	2 456	100%	15 898		2 800	481	924	807
<b>B – participations bancaires</b> (10% à 50% du capital détenu par la Banque de Savoie)									
<b>II – renseignements globaux</b> Concernant les autres filiales ou participations									
<b>A - Filiales françaises non reprises en 1</b>									
Bs avenir	5		100%	5					
Sai	16	121	8%	1		8			
<b>B - Participations non reprises en 1</b>									
- Sociétés françaises				4 524	47				531
- Sociétés étrangères				3					
- Certificat d'associations									
<b>III – autres renseignements</b>									
S.I.F.S.	3 847	3 000					544	269	
(Filiale de S.I.R.R.A. A 99,95%)									



**4.3. Opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
<b>Créances</b>	<b>1 485</b>	<b>21 969</b>	<b>23 454</b>	<b>22 187</b>
Dont subordonnées				
<b>Dettes</b>	<b>196 510</b>	<b>8 673</b>	<b>205 183</b>	<b>224 860</b>
Dont subordonnées				
Engagements de financement	3 937		3 937	2 134
<b>Engagements de garantie</b>	<b>853</b>		<b>853</b>	<b>948</b>
Autres engagements donnés				
Engagements donnés	4 790		4 790	3 082
Engagements de financement	0		0	12 500
Engagements de garantie				
Autres engagements reçus				
<b>Engagements reçus</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>12 500</b>
<b>Total</b>	<b>202 785</b>	<b>30 642</b>	<b>233 427</b>	<b>262 629</b>

**— Opérations avec les parties liées**

En application du règlement de l'ANC 2010-04 du 7 octobre 2010 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, des informations sont à donner sur les « parties liées » et non plus seulement sur les « entreprises liées ».

Toutes les transactions effectuées avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales ou sont non significatives.

**5. Immobilisations incorporelles et corporelles****5.1. Immobilisations incorporelles**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Droits au bail et fonds commerciaux	1 064				1 064
Logiciels	1 121				1 121
Autres					
<b>Valeurs brutes</b>	<b>2 185</b>				<b>2 185</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-876	-38			-914
Logiciels	-1 121				-1 121
Autres					
Dépréciations					
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-1 997</b>				<b>-2 034</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>188</b>	<b>-38</b>			<b>151</b>

**5.2. Immobilisations corporelles**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Terrains	18				18
Constructions	19 070	1 863	-35	318	21 216
Autres	7 433	1 367	-1	-318	8 480
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>26 521</b>	<b>3 230</b>	<b>-36</b>	<b>0</b>	<b>29 714</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>332</b>	<b>13</b>	<b>-58</b>		<b>288</b>
Valeurs brutes	26 853	3 243	-93	0	30 002
Terrains					
Constructions	-13 029	-1 222	35		-14 216
Autres	-5 654	-450	2		-6 102
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-18 683</b>	<b>-1 672</b>	<b>37</b>		<b>-20 318</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-120</b>	<b>-28</b>	<b>47</b>		<b>-100</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-18 803</b>	<b>-1 700</b>	<b>84</b>		<b>-20 418</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>8 050</b>	<b>1 543</b>	<b>-9</b>		<b>9 584</b>

**6. Dettes représentées par un titre**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	0	0
Dettes rattachées	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**7. Autres actifs et autres passifs**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlements sur opérations sur titres			0	0
Primes sur instruments conditionnels achetés ou vendus			3	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes detitres				
Créances et dettes sociales et fiscales et autres débiteurs divers, autres créiteurs divers	4 892	-2 301	3 020	-3 501
Dépôts de garantie reçus et versés	1 921	12 002	1 958	12 002
<b>Total</b>	<b>6 813</b>	<b>9 701</b>	<b>4 981</b>	<b>8 501</b>

**8. Comptes de régularisation**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				1
Charges et produits constatés d'avance	577	3 172	581	2 773
Produits à recevoir/Charges à payer	3 791	16 356	3 550	12 755
Valeurs à l'encaissement	755		1 974	
Autres	4 822	699	1 107	344
<b>Total</b>	<b>9 945</b>	<b>20 227</b>	<b>7 212</b>	<b>15 873</b>

**9. Provisions****9.1. Tableau de variations des provisions**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	Utilisations	Reclassement	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	11 224	1 738	3 628			9 333
Provisions pour engagements sociaux	983	11	65			929
Provisions pour PEL/CEL	1 279	0	331			949
Autres provisions pour risques	0					0
<b>Total</b>	<b>13 486</b>	<b>1 258</b>	<b>2 303</b>			<b>11 210</b>

**9.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassement	31/12/2024
Dépréciations sur créances sur la clientèle	24 957	16 179		14 608		26 528
Dépréciations sur autres créances	118					118
Dépréciations inscrites en déduction des éléments actifs	25 075	16 179		14 608		26 646
Provisions sur engagements hors bilan	660	602		498		764
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	10 280	1 000		3 030		8 250
Dont : Provisions litiges clientèle	-145	851		0		706
Provisions collectives	6 654	149		1 226		5 577
Provisions sectorielles	3 771	0		1 803		1 968
Autres provisions (*)	284	136		100		320
Provisions pour risques de contrepartie inscrite au passif (*)	11 224	1 737		3 628		9 334
<b>Total</b>	<b>36 299</b>	<b>17 916</b>		<b>18 236</b>		<b>35 979</b>

(\*) Changement de présentation. Dans ce tableau ne doivent pas figurer les provisions pour engagements sociaux, les provisions pour PEL/CEL et autres provisions pour risques, mais uniquement ce qui est constitué en couverture de risques de contrepartie.

9.3. Provisions pour engagements sociaux

—Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Sécurité Sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO.

—Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque de Savoie concernent les régimes suivants :

- Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités,
- Autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

—Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

(En milliers d'euros)	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (mdt)	31/12/2024	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2024
Valeur actualisée des engagements financés		1 278	184	1 462	200	1 223	192	1 615
Juste valeur des actifs du régime droits à remboursement		1 341		1 341	166	1 322		1 488
Valeur actualisée des engagements non financés								
Ecarts actuariels non reconnus		-809		-809	-23	-833		-856
Coûts des services passés non reconnus								
Solde net au bilan		745	184	929	57	734	192	983
Passif		745	184	929	57	734	192	983
Actif								0

IFC = « Indemnités de départ à la retraite » et MDT = « Médailles du travail ».

—Analyse de la charge de l'exercice

(En milliers d'euros)	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (mdt)	31/12/2024	Régimes CARBP	Retraites (IFC)	Autres engagts (MDT)	31/12/2024
Coût des services rendus de la période		64	12	76		63	12	75
Coût financier		41	6	47		42	7	49
Rendement attendu des actifs de couverture								0
Rendement attendu des droits à remboursement								
Cotisations reçues								
Ecarts actuariels : amortissements de l'exercice		-41		-41		-40		-40
Coût net des liquidations de l'exercice		-34	-20	-54		-85	-12	-97
Prestations versées								
Autres	-57	-19	-5	-82		-6	-66	-72
Total	-57	11	-8	-54	0	-26	-59	-85

—Principales hypothèses actuarielles

(En pourcentage)	Régimes CARBP		Retraites (IFC)		Autres engagements (MDT)	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	N.A	3,17%	3,38%	3,18%	3,18%	2,99%
Taux d'inflation	N.A	2,40%	2,40%	2,40%	2,30%	2,40%

Les tables de mortalité utilisées dans l'évaluation sont TGH05 et TGF05. Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

#### 9.4. Provisions PEL / CEL

##### —Encours des dépôts collectés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Encours collectés au titre des Plans d'Epargne Logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	7 377	15 521
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	74 040	80 994
Ancienneté de plus de 10 ans	27 004	29 900
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>108 421</b>	<b>126 416</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>18 382</b>	<b>18 160</b>
<b>Total</b>	<b>126 803</b>	<b>144 575</b>

##### —Encours des crédits octroyés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Encours de crédits octroyés		
Au titre des plans épargne logement	80	1
Au titre des comptes épargne logement	60	44
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>45</b>

##### —Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations / reprises nettes	31/12/2024
<b>Provisions constituées au titre des PEL</b>			
Ancienneté de moins de 4 ans	149	-149	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	161	-161	0
Ancienneté de plus de 10 ans	494	134	628
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>804</b>	<b>-176</b>	<b>628</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>475</b>	<b>-159</b>	<b>316</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL		3	3
Provisions constituées au titre des crédits CEL	1	1	2
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>Total</b>	<b>1 280</b>	<b>-331</b>	<b>949</b>

#### 10. Créances et dettes subordonnées

La Banque de Savoie n'a pas de dettes subordonnées.

La Banque de Savoie a émis en 2009 un prêt subordonné remboursable souscrit par le Crédit Logement. Ce prêt subordonné, pris en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels de la Banque de Savoie au titre de l'article 4.d du règlement n° 90-02 du CRBF, a les caractéristiques suivantes :

- Montant du prêt : 1.079 milliers d'euros
- Taux du prêt : 1,20 %
- Durée du prêt : indéterminée

En contrepartie de ce prêt subordonné, le Crédit Logement a déposé sur un compte à terme à la Banque de Savoie, une somme équivalente au montant du présent prêt.

#### 11. Variation du FRBG

(En milliers d'euros)	01/01/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	2 600		-150		2 450
<b>Total</b>	<b>2 600</b>		<b>-150</b>		<b>2 450</b>

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

**12. Capitaux propres**

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>6 853</b>	<b>761</b>	<b>77 085</b>	<b>7 697</b>	<b>10 180</b>	<b>102 576</b>
Mouvements de l'exercice			10 000	180	-1 173	9 007
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>6 853</b>	<b>761</b>	<b>87 085</b>	<b>7 877</b>	<b>9 007</b>	<b>111 583</b>
Impact changement de méthode						
Variation de capital						
Affectation résultat N-1			9 000	7	-9 007	
Résultat de la période					8 074	8 074
Distribution de dividendes						
Autres mouvements						
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>6 853</b>	<b>761</b>	<b>96 086</b>	<b>7 884</b>	<b>8 074</b>	<b>119 658</b>

Le capital social de la Banque de Savoie s'élève à 6.853 milliers d'euros et est composé de 428.283 actions (nominal 16 €).

**13. Durée résiduelle des emplois et ressources**

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'euros)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	22 408	5 004	0	27 413
Créances sur les établissements de crédit	177 266	81 000	1 500	1 690	0	261 456
Opérations avec la clientèle	186 295	189 386	718 229	1 146 657	728	2 241 296
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	37 640	14 292	0	51 932
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0	0
<b>Total des emplois</b>	<b>363 561</b>	<b>270 386</b>	<b>779 778</b>	<b>1 167 643</b>	<b>728</b>	<b>2 582 097</b>
Dettes envers les établissements de crédit	51 813	81 250	236 085	258 183	0	627 331
Opérations avec la clientèle	1 285 038	76 558	469 544	27 491	0	1 858 632
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
<b>Total des ressources</b>	<b>1 336 851</b>	<b>157 808</b>	<b>705 629</b>	<b>285 675</b>	<b>0</b>	<b>2 485 963</b>

**III. Note 3. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées****1. Engagements reçus et donnés****1.1. Engagements de financement**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements de financements donnés</b>		
• En faveur des établissements de crédit	4 141	2 134
• En faveur de la clientèle	115 860	135 940
Ouverture de crédits documentaire	1 907	1 268
Autres ouvertures de crédits confirmés	112 650	133 893
Autres engagements	1 303	779
<b>Total des engagements de financements donnés</b>	<b>120 001</b>	<b>138 074</b>
<b>Engagements de financements reçus</b>		
• D'établissements de crédit	3 392	12 500
• De la clientèle	0	0
<b>Total des engagements de financements reçus</b>	<b>3 392</b>	<b>12 500</b>

**1.2. Engagements de garantie**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
D'ordre d'établissements de crédit	5 522	3 626
• Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	75	75
• Autres garanties	5 447	3 551
D'ordre de la clientèle	69 275	66 764
• Cautions immobilières	8 839	10 576
• Cautions administratives et fiscales	1 389	1 664
• Autres cautions et avals donnés	12 330	12 213
• Autres garanties données	46 717	42 311
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>74 797</b>	<b>70 390</b>
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	104 850	153 907
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>	<b>104 850</b>	<b>153 907</b>

**1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	56 220		127 181	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle		57 955		97 711
<b>Total</b>	<b>56 220</b>	<b>57 955</b>	<b>127 181</b>	<b>97 711</b>

Au 31 décembre 2024, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 34,8 millions d'euros de créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 23,89 millions d'euros au 31 décembre 2023.
- 21,42 millions d'euros de créances données en garantie auprès d'EBCE contre 103,3 millions d'euros au 31 décembre 2023.
- Pas de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement hypothécaire.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque de Savoie en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Banque de Savoie n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

**2. Opérations sur instruments financiers à terme****2.1. Engagements sur instruments financiers et change à terme**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste Valeur
<b>Opérations fermes</b>				
<b>Opérations de gré à gré</b>				
Accords de taux futurs				
Swaps de taux	379 100	7 458	235 000	10 696
Swaps cambistes				
Autres contrats de change				
Autres contrats à terme	6 165	-5	4 842	-5
<b>Total opérations fermes</b>	<b>385 265</b>	<b>7 453</b>	<b>239 842</b>	<b>10 691</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>				
<b>Opérations de gré à gré</b>				
Options de taux			666	3
Options de change				
Autres options				
<b>Total opérations conditionnelles</b>			<b>666</b>	<b>3</b>
<b>Total instruments financiers et change à terme</b>	<b>385 265</b>	<b>7 453</b>	<b>240 508</b>	<b>10 694</b>

Les montants nominaux des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque de Savoie sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

## 2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Total
Opérations fermes	71 100	308 000		379 100	37 000	198 000		235 000
Accords de taux futurs					0	0		0
Swaps de taux d'intérêt	71 100	308 000		379 100	37 000	198 000		235 000
Swaps financiers de devises					0	0		0
Autres contrats à terme					0	0		0
<b>Opérations conditionnelles</b>					<b>0</b>	<b>666</b>		<b>666</b>
Options de taux d'intérêt					0	666		666
<b>Total</b>	<b>71 100</b>	<b>308 000</b>		<b>379 100</b>	<b>37 000</b>	<b>198 666</b>		<b>235 666</b>

## 2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés				
Opérations de gré à gré	30 000	309 100	40 000	379 100
<b>Opérations fermes</b>	<b>30 000</b>	<b>309 100</b>	<b>40 000</b>	<b>379 100</b>
Opérations sur marchés organisés				
Opérations de gré à gré				
<b>Opérations conditionnelles</b>				
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>309 100</b>	<b>40 000</b>	<b>379 100</b>

## IV. Note 4. Informations sur le compte de résultat

### 1. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit (1)	16 699	-17 540	-841	14 001	-14 839	-838
Opérations avec la clientèle	47 423	-32 297	15 126	41 910	-25 683	16 227
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 147	-890	2 257	2 482	-278	2 204
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Autres	9 328	-3 784	5 544	6 751	-1 666	5 085
<b>Total</b>	<b>76 597</b>	<b>-54 511</b>	<b>22 086</b>	<b>65 144</b>	<b>-42 466</b>	<b>22 678</b>

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 7 987.31 milliers d'euros au titre de la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations (7 767.69 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023).

**2. Revenus des titres à revenu variable**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	1 338	611
Parts dans les entreprises liées		
<b>Total</b>	<b>1 338</b>	<b>611</b>

**3. Commissions**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	3	-99	-96	3	-90	-87
Opérations avec la clientèle	10 700	-18	10 682	10 616	-20	10 596
Opérations sur titres	943	0	943	909	0	909
Opérations sur moyens de paiement	11 102	-6 827	4 275	10 485	-6 031	4 454
Opérations de change	43	0	43	44	0	44
Engagements hors bilan	1 254	-3	1 251	1 455	-3	1 452
Prestations de services financiers	11 328	-351	10 977	11 146	-311	10 835
Activités de conseil	4	0	4	-1	0	-1
Autres commissions	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>35 377</b>	<b>-7 298</b>	<b>28 079</b>	<b>34 657</b>	<b>-6 455</b>	<b>28 202</b>

**4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation et de change**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	150	193
Instruments financiers à terme	0	0
Opérations de placement	0	0
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>193</b>

**5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	-477	0	-477	0	0	0
Dotations	-477	0	-477	0	0	0
Reprises	0	0	0	0	0	0
Résultat de cession	0	0	0	0	0	0
Autres éléments	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-477</b>	<b>0</b>	<b>-477</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part d'opérations faites en commun	111	-280	-169	118	-278	-160
Refacturations de charges et produits bancaires	15 063	-16 515	-1 452	12 959	-14 071	-1 112
Activités immobilières	161		161	41	0	41
Autres activités diverses	2 295	-256	2 039	1 890	-165	1 725
Autres produits et charges accessoires	78	-1	77	76	50	126
<b>Total</b>	<b>17 708</b>	<b>-17 052</b>	<b>656</b>	<b>15 084</b>	<b>-14 464</b>	<b>620</b>



7. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-11 522	-11 293
Charges de retraites et assimilés (1)	-1 934	-2 016
Autres charges sociales	-2 458	-2 334
Intéressement des salariés	-481	-491
Participation des salariés	-404	-325
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-1 427	-1 290
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-18 226</b>	<b>-17 749</b>
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes	-686	-609
Autres charges générales d'exploitation	-13 897	-14 829
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-14 583</b>	<b>-15 438</b>
<b>Total</b>	<b>-32 809</b>	<b>-33 187</b>

(1) Incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (§ 9.3).

L'effectif du personnel en activité au 31 décembre 2024, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 121 cadres et 187 non-cadres, soit un total de 308 salariés.

—Rémunérations versées aux organes de direction :

Les rémunérations brutes, y compris avantages en nature, versées en 2024 aux organes de direction s'établissent à 544,440 milliers d'euros sur la période.

8. Coût du risque

(En milliers d'euros)	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèles	-16 134	7 252	-637	29	-9 490	-9 852	3 567	-151	17	-6 419
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Provisions</b>										
Engagements hors-bilan	-602	13	0	0	-589	-679	6	0	0	-673
Provisions pour risque clientèle	-1 000	3 516	0	0	2 516	-361	2 094	0	0	1 733
Provisions risques pays	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total coût du risque</b>	<b>-17 736</b>	<b>10 781</b>	<b>-637</b>	<b>29</b>	<b>-7 563</b>	<b>-10 892</b>	<b>5 667</b>	<b>-151</b>	<b>17</b>	<b>-5 359</b>

Dont	Exercice 2024	Exercice 2023
Reprise de dépréciations devenues sans objet	436	2 989
Reprise de dépréciations utilisées	6 816	578
Reprises de provisions devenues sans objet	3 528	2 100
Reprises de provisions utilisées		
<b>Total reprises nettes</b>	<b>10 780</b>	<b>5 667</b>

**9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	72	0	0	72	-72	0	0	-72
Dotations	-2	0	0	-2	-72	0	0	-72
Reprises	74	0	0	74	0	0	0	0
Résultat de cession	-1	0	-1	-2	3	0	-1	2
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>70</b>	<b>-69</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-70</b>

**10. Résultat exceptionnel**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels :</b>		
- Reliquat travaux de réaménagement d'une agence		-0
<b>Charges exceptionnelles :</b>		0
- Travaux de réaménagement d'une agence		
- Des mises aux rebuts relatives aux exercices antérieurs		
- Des honoraires d'avocats lié au contrôle fiscal		
- Devis sur l'étude de présence d'amiante		
- De frais liés à la crise sanitaire		

Les charges et produits exceptionnelles sont constituées de montants qui n'en rentrent pas dans l'exploitation courante, inattendues ou portant sur les exercices antérieurs.

**11. Impôt sur les bénéfices**

La Banque de Savoie, détenue à 99,98 % par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, est membre du groupe fiscal constitué par BPCE.

**11.1. Détail des impôts sur le résultat 2024**

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

(En milliers d'euros)	
<b>Bases imposables au taux de</b>	<b>25%</b>
Au titre du résultat courant	7 612
Au titre du résultat exceptionnel	7 612
Imputations des déficits	
Bases imposables	7 612
Impôt correspondant	1 903
+ Contributions 3,3 %	38
+ Majorations de 5 % (loi de finances rectificative 2011)	0
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-68
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>1 873</b>
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	0
Provisions pour impôts	0
Impact contrôle fiscal et SGFGAS	0
Crédits d'impôt PTZ	-4
Régul ISN-1	-1
<b>Total</b>	<b>1 868</b>

La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée sur l'exercice s'élève à 268 milliers d'euros.

**11.2. Détail du résultat fiscal de l'exercice 2024 – Passage du résultat comptable au résultat fiscal.**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Résultat net comptable (A)</b>	<b>8 075</b>	<b>9 007</b>
<b>Impôt social (B)</b>	<b>1 873</b>	<b>3 035</b>
<b>Réintégrations (C)</b>	<b>1 826</b>	<b>1 898</b>
Autres dépréciations et provision	1 359	886
Crédits d'impôts	352	232
Divers	115	780
<b>Déductions (D)</b>	<b>4 161</b>	<b>1 972</b>
Plus-values long terme exonérées	0	3
Reprises dépréciations et provisions	2 888	1 560
Dividendes	767	110
Divers	506	299
<b>Base fiscale à taux normal (A) + (B) + (C) + (D)</b>	<b>7 612</b>	<b>11 967</b>

**11.3. Répartition de l'activité.**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Produit net bancaire</b>	<b>51 833</b>	<b>52 304</b>
Frais de gestion	-34 547	-34 797
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>17 286</b>	<b>17 507</b>
Coût du risque	-7 563	-5 359
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>9 723</b>	<b>12 148</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	70	-70
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>9 793</b>	<b>12 078</b>

**V. Note 5 - Autres Informations****1. Consolidation**

En application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, la Banque de Savoie n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et du Groupe BPCE.

**2. Honoraires des Commissaires aux Comptes**

(En milliers d'euros)	FORVIS MAZARS		KPMG	
	MONTANT (HT)		MONTANT (HT)	
	2024	2023	2024	2023
<b>Audit</b>				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	39	40	40	
Services Autres que la Certification des Comptes	2	7	2	
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>47</b>	<b>42</b>	

**3. Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise

en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 16 février 2024 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2024, la Banque de Savoie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

#### **4. Evénements postérieurs à la clôture**

Néant.